

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves
CENTRAFRIQUE/CRISE.
LA QUATRIÈME VILLE
DU PAYS REPRIS AUX
REBELLES

Les Casques bleus et les forces centrafricaines ont repris hier Bambari, la quatrième ville du pays, aux rebelles qui s'en étaient emparés la veille, à cinq jours des élections présidentielle et législatives. La tenue de ces scrutins dimanche est un enjeu majeur pour l'Onu et le pouvoir du président sortant Faustin Archange Touadéra, grand favori, qui exclut tout report malgré les attaques des groupes armés dans ce pays ravagé par la guerre civile.

FRANCE/HOMICIDE.
TROIS GENDARMES TUÉS
LORS D'UNE INTERVEN-
TION POUR VIOLENCES
INTRAFAMILIALES

Trois gendarmes ont été tués et un quatrième blessé par un forcené dans la nuit de mardi à mercredi dans un hameau isolé du centre de la France, alors qu'ils intervenaient pour des violences intrafamiliales. Il s'agit du plus tragique fait divers de l'année impliquant les forces de l'ordre en France. Le forcené, âgé de 48 ans, a été retrouvé mort en matinée, a annoncé le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin. "A priori un suicide", a-t-on ajouté dans son entourage.

MALI/ENQUÊTE. BOU-
BOU CISSÉ DÉMENT
TOUTE IMPLICATION
DANS UN PROJET DE
DÉSTABILISATION

Le dernier Premier ministre de l'ex-président malien Ibrahim Boubacar Keita, Boubou Cissé, a démenti hier toute implication dans un projet de déstabilisation des autorités de transition. Au moins trois personnalités, dont l'activiste et animateur radio vedette Mohamed Youssouf Bathily, dit "Ras Bath", ont été interpellées lundi par la Direction générale des services de l'Etat (DGSE) pour les "besoins d'une enquête" dont les objectifs n'ont pas été annoncés.

La Russie croise (déjà) le fer avec Biden

M. A. (Source : AFP)
Libreville/Gabon

A un mois de l'entrée en fonction de Joe Biden, Moscou s'en est pris hier à la future administration américaine qualifiée de "russophobe". Il est vrai que le locataire à venir de la Maison Blanche avait, la veille, tenu des propos pour le moins combatifs à l'encontre de Moscou. (Lire ci-dessous)

"Nous n'attendons rien de bon" du futur président américain, a lâché dans un entretien à l'agence de presse Interfax le vice-ministre russe des Affaires étrangères chargé notamment des relations avec les Etats-Unis, Sergueï Riabkov.

Sans élaborer, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a lui aussi indiqué ne voir "rien de positif" se profiler. "Ce serait étrange d'attendre du bien de gens qui, pour beaucoup d'entre eux, ont fait leur carrière sur la russophobie, en déversant du fiel sur mon pays", a jugé M. Riabkov. Washington a adopté de multiples trains de sanctions contre la Russie, notamment du fait de piratages informatiques et d'accusations d'ingérence dans la présidentielle de 2016. Le camp démocrate de Joe Biden estime que Moscou a tout fait pour faire élire M. Trump et accusé son entourage de collusion avec les Russes.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a ainsi commenté hier de récentes mesures américaines visant des entreprises russes mais aussi chinoises comme une nouvelle illustration "de la politique hostile des Etats-Unis", promettant "une réplique".

Ces derniers échanges d'amabilités interviennent alors que diplomates russes et américains ont moult dossiers à régler (renouvellement ou non du traité de désarmement New Start, sauvetage de l'accord sur le nucléaire iranien...) dès la prise de fonction de M. Biden, le 20 janvier. Le président Vladimir Poutine, en personne, avait déjà laissé entendre que le changement de locataire de la Maison Blanche ne laissait pas présager de détente. Il a été l'un des rares dirigeants au monde à avoir attendu le vote du collège électoral américain du 14 décembre pour féliciter le président élu, soit six semaines après le scrutin, arguant



Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov a pointé «la politique hostile» des Etats-Unis à l'égard de son pays, promettant «une réplique».

du refus de Donald Trump de reconnaître sa défaite.

Si la semaine passée, lors de sa grande conférence de presse annuelle, M. Poutine a dit espérer pouvoir résoudre avec la nouvelle administration "au moins une partie

des problèmes" entre les deux pays, il a rapidement repris sa rhétorique habituelle.

Il a ainsi vilipendé ses rivaux occidentaux, Américains en tête, fustigeant leur "agressivité" à l'égard d'une Russie "câline" en compa-

raison.

"Qui est "doux et câlin" et qui est agressif?", a-t-il martelé, reprenant les mots d'une question d'un journaliste, "par rapport à vous (les Occidentaux, NDLR), oui, nous sommes "doux et câlins" ".

Biden va passer à l'action



Joe Biden : «Nous ne pouvons pas laisser cela (la cyberattaque qui a visé les Etats-Unis) sans réponse.»

M. A. (Source : AFP)
Libreville/Gabon

MOINS bien disposé vis-à-vis de la Russie que son prédécesseur Donald Trump – qu'il a au reste sévèrement critiqué pour son inaction –, le président américain élu Joe Biden n'entend visiblement rien laisser passer dès lors que Moscou serait la cible d'accusations, fondées à ses yeux. C'est ainsi qu'il a promis mardi

de répondre à la gigantesque cyberattaque attribuée à la Russie qui a visé son pays. Le département d'Etat, le Commerce, le Trésor, la Sécurité intérieure figurant parmi les ministères affectés. De même que les Instituts nationaux de la Santé.

"Nous ne pouvons pas laisser cela sans réponse", a déclaré le démocrate qui prendra ses fonctions le 20 janvier, en demandant que des "décisions importantes" soient prises contre les respon-

sables afin qu'ils "rendent des comptes".

"Je vous promets qu'il y aura une réponse", a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse à Wilmington, dans le Delaware. "Quand j'aurai été informé de l'étendue des dégâts et de l'identité des responsables, ils peuvent être sûrs que nous répondrons et que nous répondrons probablement de manière équivalente", a-t-il poursuivi. "Il existe plusieurs options dont je ne discuterai pas maintenant", a-t-il ajouté.

A contre-courant de nombreux responsables de la classe politique, y compris au sein de son gouvernement (cas du chef de la diplomatie Mike Pompeo et du ministre de la Justice Bill Barr), le président Donald Trump a minimisé l'opération ainsi que le rôle supposé de la Russie. "Tout est sous contrôle. Russie, Russie, Russie, c'est le slogan prioritaire quand n'importe quelle chose arrive", avait tweeté le président américain, ajoutant que "ça pourrait être la Chine (c'est possible !)"